

## MONDE

LIBERATION 16.3.97 p 6

## Sauve-qui-peut général en Albanie

A Durrës, des milliers d'Albanais tentent de fuir le chaos.

Durrës envoie spécial

**E**n bout de jetée, face à la mer étale, plusieurs centaines d'hommes campent depuis deux jours, prêts à s'emparer de la première embarcation passant à leur portée. « Ici, il n'y a plus d'avenir », lance un adolescent arrivé de Tirana, distant de 40 kilomètres, bien décidé à tenter sa chance par tous les moyens. Leur Amérique à eux, c'est toujours l'Italie même si les autorités ont dit qu'elles n'accepteront pas de réfugiés albanais malgré les troubles. « Là-bas, quand les gens t'acceptent il n'y a plus de problème, même sans papiers », assure Marelli qui a vécu quatre ans à Naples. Dans un petit sac en plastique, il a mis de quoi manger et boire durant la traversée.

**« Ils prennent tout ce qui appartient à l'Etat mais respectent encore la propriété privée. »**  
Fuat Hadjimeri, homme d'affaires albanais

Quelques Kalachnikov à peine récupérées dans les dépôts militaires, leur permettront de convaincre tout capitaine réticent à les embarquer. Mais la rade de Durrës, le plus grand port albanais, est désespérément vide, à part une demi-douzaine d'épaves totalement hors d'état de naviguer rouillant à quai. Des les premiers tirs, tous les bateaux ont largué les amarres en catastrophe de peur d'être pris d'assaut. Pour cette même raison plus aucun ferry n'arrive d'Italie ou de Grèce. Avec une dizaine d'hommes à bord, une barque franchit le môle, mettant le cap vers les quelques navires encore ancrés au large. « On va voir là-bas et on revient vous prendre, car seuls on n'y arrivera pas », crie l'un d'eux à la petite foule en



brandissant son arme. Tous restent les yeux fixés sur la mer, indifférents à la grande ruée sauvage des milliers d'habitants de Durrës qui pillent tous les bâtiments administratifs et les entrepôts du port.

## Mise à sac

La fête dure depuis deux jours dans le fracas des armes automatiques et tout est bon à prendre. Les armoires de la ca-

pitainerie du bord, comme les chaises, les cuvettes des WC ou les gros registres cartonnés. Un groupe défonce la porte d'un hangar et aussitôt tous accourent pour la curée. De grands tubes en métal sont empilés sur le toit d'une Fiat antediluvienne: « Cela servira pour les canalisations de la maison. » D'autres se précipitent vers un stock de sacs de ciment grec. Les familles font la chaîne et entassent leur butin au bord du quai en attendant de charger la voiture.

Des camions arrivent à pleine vitesse avec sur la plate-forme des gitans hilares, le visage recouvert de cagoules ou de bas, tirant à tout-va. Ils pilent devant un entrepôt encore intact, gardé par cinq hommes, Kalachnikov sur la hanche. Des cris, des menaces. Quelques rafales partent en l'air puis ils redament vers un butin plus facile. « Nous n'avons pas encore

été obligés de tirer pour les convaincre d'aller ailleurs. Ils prennent tout ce qui appartient à l'Etat mais respectent encore la propriété privée », explique Fuad Hadjimeri, qui avec son frère et trois cousins, reste jour et nuit à surveiller les quelque 6000 tonnes de blé à peine importées du Canada. « C'est tout notre travail et tout notre argent », insiste l'homme d'affaires qui espère que les choses se calmeront dans un jour ou deux « quand il n'y aura plus rien à prendre et plus de munitions à tirer ». Des vieux pneus et des cartons brûlent avec une grosse fumée noire. Personne n'en voulait.

À l'autre bout de la ville, dans la pinède et les villas en bord de mer de l'ex-quartier réservé de la nomenclatura, environ 70 personnes, surtout des femmes et des enfants, patientent, assises sur la plage au milieu de sacs et de valises. Comme quelque 2000 Américains depuis jeudi dans la nuit et autant d'Italiens hier matin, la quasi-totalité des Français sont évacués ainsi que quelques Albanais et 8 Roumains. Ils sont partis dès l'aube en convoi depuis Tirana. Maintenant ils scrutent l'horizon d'où doivent arriver les Super-Puma de l'armée française. Un grand drapeau tricolore flotte au vent. Les gardes de sécurité de l'ambassade, pistolet à la ceinture et fusil d'assaut au poing, scrutent les environs prêts à toute éventualité.

## Candidats à l'exil

« Les étrangers ne risquent rien sauf par accident et cela donne un mauvais exemple aux Albanais mais les consignes sont formelles », constate désabusé un homme d'affaires français. Les rotors font voler le sable. Les évacués courent, pliés en deux. Des familles d'Albanais arrivent en courant par la pinède. Ils ont vu les hélicoptères et veulent à tout prix partir aussi. Sans succès.

Le matin même dans la capitale, les soldats américains et italiens ont dû tirer en l'air pour se dégager de la foule d'Albanais candidats à l'exil qui tentaient de prendre d'assaut leurs hélicoptères. Les Américains ont même décidé en fin de journée de suspendre leur opération d'évacuation après que deux hélicoptères Cobra ont été pris pour cible. Les Allemands, eux, avaient été contraints de riposter aux tirs qui visaient leurs appareils. ●

JACQUES AMALRIC

MARC SEMO

Vers une force de police internationale  
Le risque d'extension du conflit préoccupe l'UE et les Etats-Unis.

« Il est très risqué d'intervenir dans une telle situation mais il peut être encore plus dangereux de ne rien faire. » Tel est le dilemme – ainsi condensé par un expert en poste à Bruxelles – face auquel se retrouvent les dirigeants européens. L'aggravation du chaos albanais au cours des trois derniers jours commence cependant à ébranler certains de ceux qui écartaient il y a peu encore l'idée de toute implication dans cette tourmente. Si le chancelier Kohl ne veut toujours pas entendre parler de quelque intervention militaire que ce soit, l'idée de créer une force de police internationale fait son chemin. Elle a été lancée hier par l'ancien chancelier autrichien Frank Vranitzky, après sa rencontre, sur un bâtiment de guerre italien, avec trois responsables albanais: le nouveau Premier ministre socialiste (ex-communiste) Bashkim Fino, le nouveau ministre des Affaires étrangères Arjan Starova et le général Adem Copani, chef d'état-major. Vranitzky, qui se faisait l'écho d'une demande de toute la classe politique albanaise, agissait en tant que représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et a saisi de sa proposition le ministre danois des Affaires étrangères, Niels Helveg Petersen, actuel président de l'OSCE, et le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Hans Mierlo, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. « Il n'y a pas d'alternative » à une intervention militaire, a-t-il expliqué à son arrivée en Italie.

**Réunion européenne.** La proposition Vranitzky a déjà reçu l'approbation de l'Ita-

lie et de la Grèce, les deux pays les plus directement concernés par la dégradation de la situation en Albanie ainsi que celle, plus officielle, du Danemark. Elle sera donc étudiée aujourd'hui par l'OSCE mais aussi par les chefs de la diplomatie européenne qui se réunissent ce samedi et demain dimanche à Appeldoorn, aux Pays-Bas. Le ministre français des Affaires étrangères est rentré vendredi du Brésil, où il accompagnait Jacques Chirac, pour participer à cette réunion, au cours de laquelle la France ne devrait pas rester inerte, contrairement à ce qui était le cas depuis le début de la crise. Yves Doutriaux, le porte-parole adjoint du

## ANALYSE

Quai d'Orsay, a indirectement confirmé cette évolution de la diplomatie française en déclarant vendredi que « la France soutient les efforts de l'OSCE en vue de trouver une solution pacifique à la crise en Albanie ». De son côté, Catherine Colonna, porte-parole de l'Élysée, a déclaré à Montevideo que Jacques Chirac, « préoccupé par l'évolution de la situation et ses implications régionales possibles », demandait aux Européens « de prendre leurs responsabilités » au cours de la réunion d'Appeldoorn.

**Risques de contagion.** Vu l'urgence de la situation, Vranitzky souhaiterait la constitution de cette force de police le plus tôt possible, sur la base du volontariat, sans attendre une décision de l'Otan (hautement improbable), des Nations unies ou de l'Union européenne occidentale (UEO). Il y a d'autant plus d'urgence, reconnaît-on à Paris, que selon des informations puisées à bonne source, une partie des armes récupérées dans les arsenaux

albanais seraient passées en contrebande en Macédoine, où une importante minorité albanaise (400 000 personnes) vit dans une situation souvent conflictuelle. Selon les mêmes sources, tel n'aurait pas encore été le cas en ce qui concerne le Kosovo (2 millions d'habitants, dont 1,8 million d'Albanais), la police et l'armée serbes ayant massivement renforcé leur contrôle de la frontière serbo-albanaise.

Ce qui n'a pas empêché Ibrahim Rugova, le chef non-violent des Albanais du Kosovo, de demander vendredi « une intervention internationale urgente » en Albanie pour éviter « une aggravation sérieuse de la situation ». Une extension des troubles au Kosovo serait en effet pain béni pour Slobodan Milosevic, qui pourrait ainsi tenter d'enterrer ses difficultés intérieures en réveillant le nationalisme grand-serbe. Ces risques d'extension de la crise albanaise à toute la région pourraient accélérer les chancelleries européennes à revoir rapidement leurs positions « non interventionnistes ». Le phénomène pourrait même affecter les Etats-Unis, engagés sur le terrain non seulement en Bosnie mais aussi en Macédoine. L'éclatement de nouveaux troubles dans l'ex-Yougoslavie ne manquerait pas d'être utilisé contre le président Clinton par son opposition républicaine tout en compromettant le retrait du contingent américain présent en Bosnie. C'est sans doute pourquoi William Cohen, le secrétaire américain à la Défense, tout en affirmant qu'une intervention militaire de son pays n'était pas envisagée pour l'instant, a ajouté hier: « Je n'ouvre aucune porte mais je ne ferme aucune porte. Nous observons tout cela de près » ●

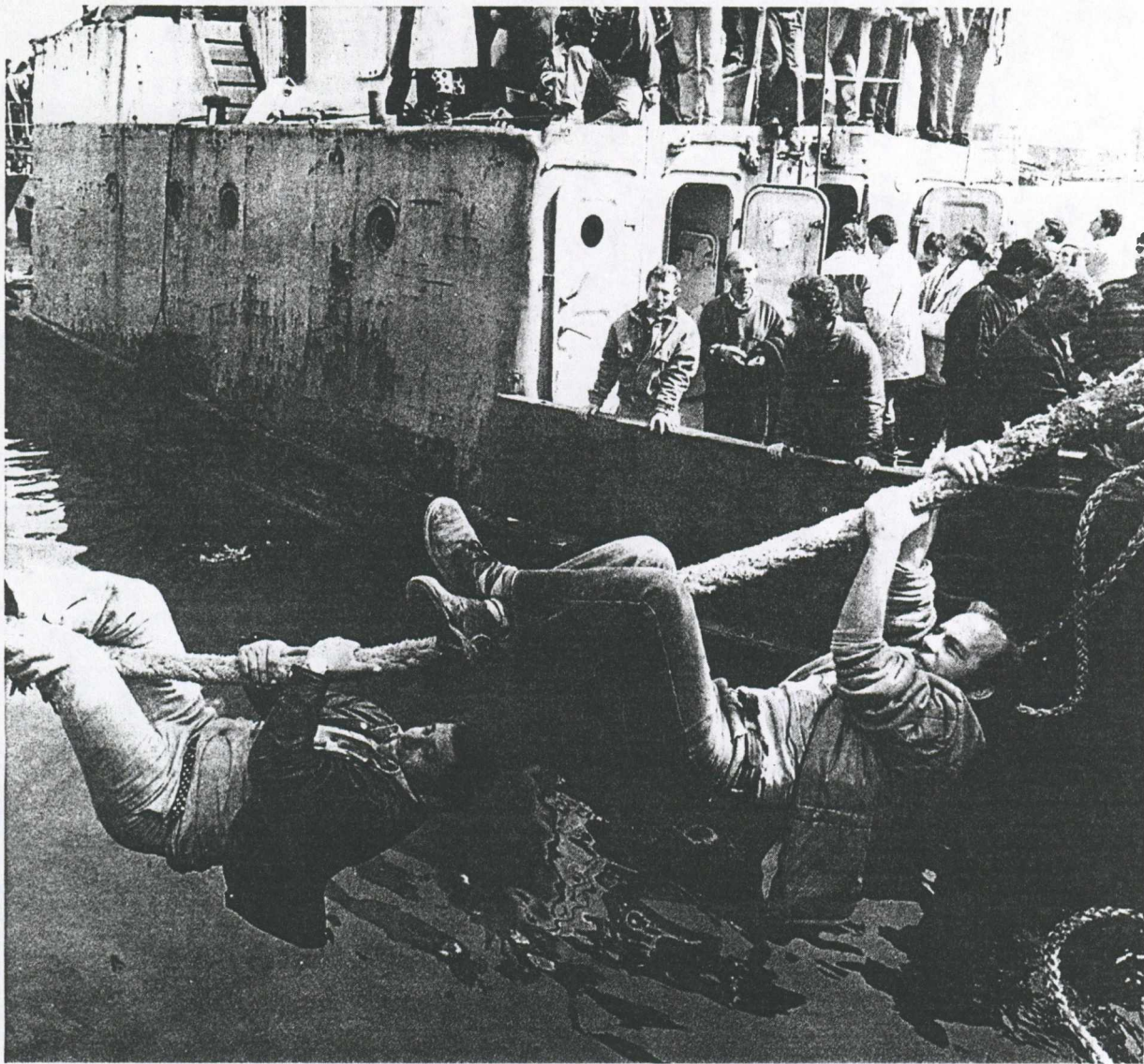


Dans le port de Durrës, vendredi.

## Evacuation des étrangers

Au total, plus de 40 navires occidentaux se trouvaient vendredi au large de l'Albanie, dans le cadre des opérations d'évacuation des ressortissants étrangers. L'armée française a procédé pour sa part à l'évacuation de 106 Européens, dont 39 Français. L'opération, décidée à Paris dans la nuit de jeudi à vendredi, a mobilisé cinq hélicoptères armés Puma et Cougar, en provenance de Brindisi (Italie) et de Ploce (Croatie), où ils sont normalement stationnés. Les ressortissants ont été regroupés sur la plage de Durrës, où les équipes d'« extraction » les ont pris en charge afin de les évacuer en deux rotations, vers Brindisi. Contrairement aux Américains, aux Allemands et aux Italiens, l'armée française, en accord avec les Britanniques, n'a pas souhaité récupérer les ressortissants directement à Tirana. D'autre part, un bâtiment de la Marine nationale, la frégate *Germinal*, devrait arriver devant les côtes albanaises « au plus tard » samedi ● J.-D.M.





Des Albanais tentent de monter à bord d'un bateau en partance pour l'Italie. A Tirana, les candidats à l'exil ont tenté de prendre d'assaut des hélicoptères américains.

## Censure et menaces sur la presse albanaise

*Nous publions un article d'un quotidien indépendant dont les locaux ont été incendiés.*

A l'initiative de Reporters sans frontières et de plusieurs organisations internationales, comme Index on Censorship et Human Rights Watch, plusieurs journaux européens publient des articles du quotidien albanais *Koha Jone*, réduit au silence depuis que ses locaux ont été attaqués et incendiés aux cocktails Molotov au lendemain de l'état d'urgence décrété par le président Sali Berisha. La publication de ces articles par ces journaux européens – dont *Libération* – constitue un soutien à la liberté de la presse en Albanie, menacée par la montée du chaos dans le pays, et pas nécessairement une adhésion aux positions défendues par *Koha Jone*. D'autres articles peuvent être consultés sur le site de Reporters sans frontières sur l'Internet: <http://www.calvacom.fr/rsf/rubrique.censure>. P. W.

Le 2 mars, l'instauration de l'état d'urgence a été accompagnée par celle de la censure officielle. Depuis, aucun journal indépendant n'est paru. Les rédactions sont incendiées et les journalistes pourchassés par la police secrète.

Pendant la nuit du 2 au 3 mars, à la veille de la réélection du président Sali Berisha par un Parlement qui avait été élu frauduleusement en mai 1996, les forces spéciales de la police secrète albanaise ont mis le feu aux bureaux du quotidien indépendant *Koha Jone* (*Notre Temps*) à Tirana. Pour la première fois depuis l'ouverture politique de 1991, l'état d'urgence a été imposé en Albanie. Des chars ont fait leur apparition

dans les rues et le couvre-feu a été décrété. Dans le sud du pays, les insurgés ont brûlé les locaux du journal *Rilindja Demokratike* du Parti démocratique du président Berisha. Ils ont également mis le feu à des affiches représentant M. Berisha et détruit tout ce qui pouvait avoir le moindre rapport avec lui et sa police secrète.

Depuis que les Albanais ont commencé à se masser dans les rues, il y a deux mois, le siège de la télévision albanaise, entièrement sous la coupe du Président, est

**A l'heure actuelle, la presse indépendante albanaise est morte et tous les journaux d'opposition sont interdits. C'est comme si l'Albanie avait été frappée de mutisme.**

gardé par des militaires. La traque des journalistes d'opposition se poursuit. A la fin du mois de janvier, l'éditorialiste Edi Rama a été battu à la tête à coups de barres de fer. Gjergj Zefi, rédacteur en chef de *Aleanca*, a été tabassé à deux reprises. A la fin du mois de février, des membres de la police secrète sont venus chercher Genç Çobani, rédacteur en chef adjoint de *Republika*, dans son bureau

pour le conduire de force en dehors de la ville et lui administrer une violente correction. Il est aujourd'hui presque aveugle et paralysé d'une jambe. La presse albanaise n'a connu que trois brèves années de liberté, de 1991 à 1993, qui ont rapidement été suivies par une chasse aux sorcières des journalistes. Lorsque les journaux indépendants et d'opposition ont commencé à attaquer le gouvernement pour

abus de pouvoir, corruption et violation systématique des droits de l'homme, des journalistes comme Aleksander Frangaj et Martin Leka ont été emprisonnés, l'électricité et les lignes téléphoniques des rédactions ont été coupées et les journalistes harcelés et kidnappés. La police n'a reculé devant rien pour faire taire les critiques de la presse. Les organisations internationales ont dénoncé ce qui se passait. En vain.

A l'heure actuelle, la presse indépendante albanaise est morte et tous les journaux d'opposition sont interdits. A Tirana, les services de la BBC et de Voice of America en albanais ont cessé d'émettre. C'est comme si l'Albanie avait été frappée de mutisme.

Plus de dix partis d'opposition, de gauche, du centre et de droite, se sont réunis pour trouver une issue à la crise. Chapeautés par le Forum pour la démocratie, ils sont emmenés par trois anciens prisonniers politiques, qui ont chacun passé plus de vingt ans dans les geôles d'Enver Hoxha. Les journalistes albanais savent que l'on ne peut pas venir à bout de la liberté d'expression par les armes. Malheureusement, le gouvernement de M. Berisha ne partage pas ce point de vue. Il semble en effet avoir écarté toute solution politique et préféré l'option du bain de sang pour liquider opposants et journalistes. Pendant ce temps, l'Europe commence à se faire à l'idée qu'elle soutient, malgré elle, un dictateur. ●

LUAN RAMA, du quotidien *Koha Jone*  
(Traduction: Architecta)